

Paris, le 3 mars 2020

DEMANDE DE CREATION D'UNE MISSION D'INFORMATION

Nous vivons une époque où la défiance envers la chose publique se généralise et où l'intérêt personnel se transforme en horizon indépassable, au détriment de ce qui fait le sens même de la politique : l'intérêt général.

Ces derniers jours, alors que la campagne pour les élections municipales bat son plein, les attaques organisées contre des candidats et des permanences de campagne se sont succédées : dégradation, bris de vitrine, intimidation des bénévoles présents à l'intérieur, insulte et coups. Le Havre, Tourcoing, Coulommiers...

Cette vague de violence se propage sur l'ensemble de notre territoire. Si cette violence physique dure déjà depuis plusieurs mois, elle connaît une accélération redoutable à l'approche des prochaines échéances.

Une telle violence est inédite dans notre République. Si chaque campagne pouvait connaître ici ou là un incident isolé, la violence organisée par certains groupuscules est intolérable.

Violence, défiance et incivisme sont partout, sur fond de désintérêt pour la chose politique en général, et de manque total de respect pour les femmes et les hommes qui s'y engagent en particulier.

Ces passions mauvaises sont exacerbées par les réseaux sociaux, répétant à l'envie ce que l'on souhaite voir et entendre sans jamais se confronter à ce qui ne pense pas comme soi. L'essence même de la vie démocratique est dans le débat et dans la capacité à admettre (à défaut de le partager) un point de vue qui ne soit pas le sien. L'absence de débat conduit inévitablement à la mort de la démocratie.

A cela nous ne nous résignerons jamais. Cette mort de notre démocratie, nous la refusons. C'est pourquoi nous demandons au Président de l'Assemblée nationale la constitution d'une mission d'information parlementaire sur les suites réservées aux violences faites aux élus et aux candidats.

À la loi du « plus fort » nous préférons la règle démocratique d'égalité, de liberté et de fraternité, garante de notre République autant que de notre civilisation !

Les députés agir_